

ANALYSE

L'été des cigales



Par Eric NG PING CHEUN

Après le printemps des hirondelles, voici venu l'été des cigales. Les nouvelles estimations de la comptabilité nationale confirment en mieux les hirondelles qui ont fait notre printemps économique en octobre dernier. On craint toutefois que les Mauriciens se comportent comme des cigales qui passent tout l'été à chanter, car ils travaillent de moins en moins, mais consomment de plus en plus.

On n'en sait encore rien pour l'année 2007, sauf une première projection de la croissance hors sucre à 5,3% par le Bureau central des statistiques. Mais les chiffres disponibles indiquent que l'année 2006 a bel et bien connu un début d'embellie avec une croissance hors sucre de 5,1%. Ce taux est largement supérieur aux 2,8% enregistrés en 2005.

La bonne tenue de la consommation

Si l'on compare l'édition de décembre de la comptabilité nationale avec la précédente (septembre 2006), on constate une amélioration des agrégats. Tout part du produit intérieur brut (PIB), qui regroupe la valeur ajoutée de l'ensemble des biens et services fournis : il a été réajusté à la hausse par Rs 2 milliards. Ce qui est sain, c'est que ni l'investissement public ni la consommation publique n'ont contribué à cette hausse : celle-ci n'est due qu'à l'investissement privé, à la consommation des ménages et aux exportations. Mieux, la hausse additionnelle de la production a permis aux ménages de consommer plus et d'épargner davantage à la fois.

A 15,7% du PIB, le taux d'épargne en 2006 se révèle meilleur que l'estimation de septembre (15,1%), voire celle de mars dernier (14,6%). Il reste certainement le plus bas depuis 1982. Mais il est comparable aux pays développés. L'île Maurice s'ouvrant de plus en plus au commerce extérieur, il ne faut pas s'attendre qu'elle retrouve les niveaux d'épargne des années 1980 et 1990.

Le principal moteur de l'économie demeure la consommation. En 2006, même si la consommation globale se modère à un taux de croissance réelle de 5,4%, sa

part au PIB grimpe à 87,2%, proche du record de 1980 (89,6%). En particulier, la consommation privée compte pour 73% du PIB, contre 59,6% en 2001.

A 10,8%, la progression réelle de l'investissement privé en 2006 est au-delà de ce qu'on espérait en septembre (9,3%), contre un déclin de 1% en 2005. En excluant l'aviation, la part de l'investissement privé au PIB passe de 15% à 15,8%. Afin que les entreprises continuent d'investir pour produire, seul moyen de réduire la pauvreté, il faut des fourmis qui travaillent et épargnent.

S'est opéré en 2006 un déstockage des entreprises qui s'est révélé plus faible que ce qui était prévu en septembre (Rs 76 millions au lieu de Rs 766 millions). L'accélération des importations de biens à un taux réel de 11,8% est un gage de croissance, étant annonciatrice d'un mouvement de restockage qui pourrait traduire la confiance des entreprises dans la bonne tenue de la consommation en 2007. Et détrompez-vous : le déficit du compte courant de la balance des paiements en 2006 est moins lourd que ce qu'on craignait en septembre.

Le déficit courant, qu'on anticipait à Rs 23,5 milliards (11,5% du PIB), se termine à Rs 16,8 milliards, soit 8,2% du PIB. Première raison : les exportations nettes de biens et services ont augmenté en termes nominaux. Seconde raison : les investissements mauriciens à l'étranger ont rapporté plus que les investissements étrangers à Maurice, par un montant net de Rs 3,4 milliards.

Cependant, si l'on élimine l'effet des prix, les exportations nettes ont baissé de 0,5% en volume. Comme quoi la forte dépréciation de la roupie au cours de l'année passée s'est traduite en un mouvement défavorable des termes de l'échange. Gare à la croissance inflationniste !

C'est le cas de le dire pour nos deux principaux secteurs d'exportation, la zone franche et le tourisme : les déflateurs sectoriels du PIB, qui sont des indices des prix à la production, reflètent une hausse de prix de 8% dans le premier secteur et de 19% dans le second. C'est surtout dommageable pour la production touristique qui s'est accrue de 23% en termes de valeur ajoutée : la croissance réelle est de 3,7% seulement.

Quant à la valeur produite par la zone franche, elle augmente pour la première fois depuis 2001, par Rs 1,4 milliard. L'industrie jouit ainsi d'une croissance réelle positive de 3% en 2006 après une contraction de 35%. Sur une base plus élevée maintenant, son expansion en 2007 est estimée à 2,5%. Il faut espérer qu'elle ne restera pas une *"jobless growth"*.

Mieux répartir les fruits de la croissance

Mais au niveau national, on a une croissance créatrice d'emplois : l'année 2006 a vu une création nette de 5 800 emplois permettant de recruter les 5 400

nouveaux entrants de la population active. Le taux du chômage passe ainsi de 9,6% à 9,4%.

Cependant, la productivité risque de souffrir si la hausse des emplois s'accompagne d'une baisse de la durée du travail. Selon le Bureau central des statistiques, le nombre d'heures de travail par semaine a diminué : la moyenne nationale du troisième trimestre était de 40,9 heures en 2004, 41,6 heures en 2005 et 40,3 heures en 2006.

Sans doute nos entreprises ne valorisent pas assez le travail. En 2006, la part de la valeur distribuée aux employés chute au plus bas à 40,9% du PIB, ce qui implique que le capital est beaucoup mieux rémunéré que le travail. D'où l'appel du ministre des Finances, Rama Sithanen, pour que les fruits de la croissance soient mieux répartis.

Est aussi souhaitable une meilleure croissance non inflationniste. Car le déflateur du PIB global, qui est une mesure de l'inflation plus pertinente que l'indice des prix à la consommation, est passé de 4,1% en 2005 à 6,4% en 2006. Or l'inflation demeure l'ennemie de la croissance.

La baisse de 20% du prix de l'essence aura confondu les oiseaux de mauvais augure qui avaient prédit une rentrée chaude sous le signe d'une "cascade d'augmentations de prix". C'est la surchauffe de notre marché boursier qui devrait plutôt nous inquiéter, surtout que la Banque de Maurice ignore l'inflation des prix des actifs. Entre-temps, l'économie réelle croît à un rythme raisonnable. Et si le prochain budget du gouvernement provoque un été indien en hiver, les cigales pourront alors danser.